

LECO

de la semaine

14 au 19 Décembre 2024



SOMMAIRE

Zone économique : Madagascar à fond sur la Zlecaf	2
Madagascar à la tête du Comité d'orientation d'AFRITAC Sud.....	3
Transformation de l'agriculture : 50 000 emplois à créer à travers le programme PROGRES	3
Exportation : Le textile malgache mis à mal par le marché extérieur, selon le GEFP	4
Mannes financières : Les marchés publics de la Banque mondiale à saisir	4
Sécurité alimentaire durable : Renforcement du système d'information dans le Sud	5
Fonds pour l'énergie durable : Le Japon accueilli parmi les principaux donateurs	5
Développement : Le Pnud prêt à soutenir le MIC.....	6
Industrie minière : Base Toliara relance son projet avec transparence et ambition sociale	6
QMM : 4 millions de dollars pour un avenir économique durable.....	7
Ilménite de Ranobe : Base Toliara reprend du service.....	7
Station piscicole Analamazaotra : Résultats d'étude attendus avant le déploiement du projet.....	8
Journées scientifiques : Focus sur la recherche et le développement durable à l'ère du numérique	8
Hampiroborobo ny famokarana angovo : Velaran-tany 50 ha nambolen-kazo ao Andekaleka.....	9
Résilience économique : Accent sur les systèmes alimentaires durables.....	9
Budget : La Loi de Finances conforme à la Constitution	10
Pêche artisanale : Nouveau partenariat face aux défis climatiques	10
Commune de Beforona : Redynamisation de la filière gingembre	11
Collaboration : Le tourisme et l'artisanat rameutent les partenaires	11
Douanes en alerte : La sécurité renforcée pendant les fêtes	12
Soutien aux petits exploitants agricoles : Renforcement du partenariat entre la BAD et la PAFO.....	12
Quête de l'excellence : Yas obtient les certifications ISO 14001 et ISO 45001	13
Environnement : La Maison de la Diplomatie verte pour le pilotage des actions environnementales.....	13

Zone économique : Madagascar à fond sur la Zlecaf

ERIC RANJALAHY | 14 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar s'engage pour un commerce durable et une intégration des initiatives vertes dans la Zlecaf. Ce, après la ratification par le Parlement des textes dans le giron d'échanges commerciaux.

Se préparer dans les meilleures conditions. Dans le cadre de son engagement envers un commerce plus durable et sensible au changement climatique, Madagascar a lancé un projet ambitieux visant à intégrer des initiatives vertes dans les stratégies nationales de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Ce projet s'inscrit dans la préparation de la troisième version de la Contribution déterminée au niveau national (CDN), qui mettra l'accent sur les enjeux commerciaux et le commerce vert comme moyens de lutte contre les effets du changement climatique.



Pour assurer le développement durable en Afrique dans le cadre de la Zlecaf, l'approche de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) repose sur une analyse économique détaillée, utilisant des modèles d'équilibre général et qui intègre des aspects commerciaux et climatiques. L'organisation mise également sur des consultations avec les parties prenantes. L'objectif est d'identifier des produits et services clés ainsi que des politiques telles que la tarification du carbone et les marchés du carbone pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le tout, en favorisant le commerce intra-africain. La coordination continentale est présentée comme essentielle pour atteindre des résultats économiques et environnementaux optimaux, en conciliant ambitions climatiques et croissance économique.

Le processus a débuté par une analyse des stratégies existantes, notamment celles de la Zlecaf et de la Stratégie Nationale d'Exportation. Une consultation avec des experts nationaux est en cours et culminera avec un atelier de deux jours, les 12 et 13 décembre, pour définir les produits stratégiques prioritaires, identifier les chaînes de valeur à promouvoir, et convenir des mesures commerciales à mettre en avant pour maximiser l'impact de cette démarche.

Rôle clé

Face aux crises environnementales actuelles, telles que le changement climatique et la perte de biodiversité, il est essentiel d'adopter une approche intégrée pour stimuler un commerce durable. La Trade Environment, Climate Change, and Sustainable Development Branch (TEDB) de la Cnuced joue un rôle clé en soutenant les pays en développement par le biais de recherches et d'une coopération technique. Dans le cadre de son projet phare TKBE (Projet conjoint pour l'inclusion d'initiatives vertes dans les stratégies nationales de mise en œuvre de la Zlecaf), TEDB accompagne Madagascar ainsi que neuf autres pays africains dans l'élaboration de stratégies nationales pour intégrer des chaînes de valeurs régionales vertes. La Zlecaf représente une opportunité unique pour l'Afrique d'améliorer ses chaînes de valeur régionale, diversifier son commerce et renforcer sa résilience face aux chocs économiques mondiaux. En consolidant les synergies entre les économies africaines, cette initiative devient un moteur essentiel pour le développement social et économique du continent.

L'alignement des objectifs climatiques avec ceux de la Zlecaf est désormais impératif. La coordination des politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre permettra d'optimiser à la fois les impacts climatiques et économiques. En intégrant les CDN dans les stratégies de croissance verte, Madagascar aspire à faire de la Zlecaf un vecteur majeur du développement durable. La région de l'océan Indien doit également accélérer l'intégration des recommandations pour une mise en œuvre efficace de la Zlecaf. En plaçant le commerce au cœur des CDN, ce projet vise à renforcer les politiques et pratiques sectorielles, tout en assurant une meilleure cohérence entre ambition climatique et développement économique. Les engagements de Madagascar dans le cadre de l'Accord de Paris nécessitent une réponse structurée face aux défis liés à la gestion des données et à la coordination intersectorielle. Des politiques solides sont cruciales pour guider chaque secteur vers l'atteinte des objectifs climatiques du pays, tout en respectant les conventions internationales.

En mettant en avant les chaînes de valeur qui contribuent à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique, Madagascar se positionne comme un réservoir de biodiversité tout en renforçant son image économique. Ce projet vise non seulement à promouvoir des solutions durables mais également à réduire ou éliminer les produits nuisibles au climat, protégeant ainsi les espèces marines et terrestres précieuses.

Madagascar à la tête du Comité d'orientation d'AFRITAC Sud

EDMOND R. | 14 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Les activités du FMI à Madagascar se poursuivent. Notamment sur le plan technique où la Grande Île figure parmi les 13 pays africains membres du Centre d'assistance technique régionale en Afrique australe (AFRITAC Sud)

Mieux, Madagascar sera à l'honneur en 2025 en accédant à la présidence du Comité d'orientation d'Afritac Sud.

Renforcement des capacités

Une présidence qui a débuté, avant-hier, par une réunion du comité d'orientation dirigée par la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. Pour rappel, AFRITAC résulte de l'initiative de renforcement des capacités en Afrique du FMI, lancée en 2002. L'initiative cherche à renforcer les capacités des gouvernements et des institutions africains afin d'élaborer et mettre en œuvre de saines politiques macroéconomiques qui s'inscrivent dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Dans son intervention, la ministre de l'Économie et des Finances n'a pas manqué de faire état de sa satisfaction en accueillant cette réunion. « Nous sommes déjà ravis à l'idée de vous accueillir à Madagascar en juin prochain pour la tenue physique de notre prochain Comité d'Orientation », a-t-elle déclaré. En ajoutant que « le renforcement des capacités des institutions publiques s'impose comme une priorité stratégique ». En effet, en soutenant les États membres à travers des programmes de développement ciblés, AFRITAC Sud vise à bâtir les fondations d'une croissance inclusive, résiliente et durable.

Engagements communs

Pour les 13 pays membres, la réunion s'inscrit dans une dynamique de faire preuve de résilience face à des déséquilibres macroéconomiques persistants, exacerbés par les vulnérabilités de la dette, les impacts climatiques, et les besoins urgents en investissements publics dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé et les infrastructures.



La réunion d'avant-hier a été également l'occasion d'affirmer les engagements communs des pays membres d'AFRITAC Sud qui tiennent ainsi à partager une vision économique commune, en faisant un suivi du plan d'action commun et en validant le budget pour l'année 2025.

Transformation de l'agriculture : 50 000 emplois à créer à travers le programme PROGRES

NAVALONA R. | 14 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Un nouveau programme intitulé PROGRES ou Programme de renforcement de l'entrepreneuriat durable et de soutien à l'insertion économique des jeunes ruraux, est mis en œuvre sur une période de 8 ans dans les 12 régions de Madagascar.

Ce programme sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, est financé à hauteur de 120 millions USD dont 83,5 millions USD proviennent du FIDA (Fonds international de développement agricole). « L'objectif consiste à transformer durablement les conditions de vie des jeunes ruraux malgaches. Au moins, 50 000 emplois seront ainsi créés et 75 000 jeunes seront formés pour monter leurs propres entreprises rurales », a annoncé Sesy Soja, le Coordonnateur national du PROGRES lors du lancement officiel de ce programme tout récemment. « La création d'opportunités entrepreneuriales sera soutenue par le développement des filières porteuses sur les marchés et accessibles aux petits exploitants pour ne citer que le riz, le maïs, le manioc, le miel, l'arachide, l'oignon, le haricot, le pois du cap, les petits ruminants et bien d'autres filières vivrières », a-t-il ajouté. Le programme se focalisera également dans les filières améliorant la situation nutritionnelle

telles que l'aviculture, le maraîchage, les légumineuses et la pisciculture.

130 000 ménages bénéficiaires

De son côté, Joseph Rostand Olinga Biwole, représentant et directeur pays du FIDA à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles, a réaffirmé l'engagement du Fonds à soutenir les jeunes, souvent marginalisés dans les dynamiques économiques rurales. Et lui de préciser que le FIDA investit pour les populations rurales, en particulier les jeunes ruraux qui font face aux défis de pauvreté et de manque de possibilités d'emploi ainsi que d'accès à la terre et aux services. « Ce programme vise ainsi à leur permettre l'accès à un emploi productif et décent par le biais de l'entrepreneuriat durable », a-t-il enchaîné. Toujours dans le cadre de sa mise en œuvre, 130 000 ménages ruraux comptant en tout 650 000 personnes

dont 40% sont des femmes et le reste est constitué de jeunes, seront ciblés. Parmi lesquels, 115 000 ménages bénéficieront d'une amélioration de la sécurité alimentaire. Dans la même foulée, 1 842 Ha de terres seront aménagées à travers les infrastructures hydrauliques tandis que 10 000 jeunes et femmes auront un accès sécurisé à la terre. En outre, 40 km de routes seront construits ou réhabilités sans oublier les 68 infrastructures dédiées à la

transformation et au stockage des produits agricoles qui seront mises en place ou rénovées. En tout, « l'État et le FIDA joignent leurs efforts pour booster la création d'opportunités entrepreneuriales en faveur des jeunes ruraux tout en développant les chaînes de valeurs résilientes au changement climatique », a conclu le ministre de tutelle, François Sergio Hajarison.

Exportation : Le textile malgache mis à mal par le marché extérieur, selon le GEFP

14 DÉCEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 14 Décembre, 10h15 – Les affaires ne se sont pas bien portées pour les opérateurs dans le textile cette année. La filière avait été mise à mal par le marché extérieur, rapporte la présidente du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP), Béatrice Chan Ching Yiu. C'était en marge des Assises du secteur privé, jeudi.

La présidente du GEFP fait part d'une baisse de consommation des produits textiles malgaches, avec notamment le contexte économique qui prévaut. Le textile ne figurait alors pas parmi les consommations premières, déplore-t-elle.

Le ministère de l'Economie et des finances (MEF) avait rapporté, de son côté, une croissance de 4,4% des exportations du secteur textile et habillement durant le premier semestre de cette année. Et ce, malgré une baisse de 6,4% en valeur pendant cette période. Cette situation

serait en partie expliquée par une hausse de la demande sur les marchés d'exportation majeurs de Madagascar, notamment les États-Unis, l'Afrique du Sud et la France.

La branche « Textile » devrait par ailleurs croître de 4% en 2025 selon les estimations du ministère de l'Economie et des finances. Selon ce département, les acteurs du secteur anticipent une croissance des exportations et soulignent l'importance de la transformation locale des matières premières.

Madagascar devra en tout cas se rattraper, reprend Béatrice Chan Ching Yiu du GEFP. « Nous avons raté cette opportunité quand l'Éthiopie n'avait par exemple plus été éligible à loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa). Il faut dorénavant que nous ayons cette capacité à absorber toutes les opportunités qui se présentent », lance-t-elle.

Mannes financières : Les marchés publics de la Banque mondiale à saisir

ERIC RANJALAHY | 16 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'attribution des marchés publics débouche souvent sur des grognes parmi les soumissionnaires des appels d'offres. Avec un portefeuille actif de 4,1 milliards de dollars, la Banque mondiale tenait à clarifier les règles du jeu.

Une rencontre intéressante, passée presque dans un relatif anonymat. La Banque mondiale, en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA), a organisé un forum stratégique sur les marchés publics l'autre jeudi, au Novotel Ivandry.



Cette réunion sous forme d'explications a rassemblé des acteurs publics et privés, focalisés sur un enjeu de taille :

celui d'offrir aux entreprises malgaches les outils nécessaires pour saisir les opportunités offertes par les projets financés par la Banque mondiale. Avec un portefeuille d'investissements atteignant 4,1 milliards de dollars dans des secteurs clés comme l'énergie et les infrastructures, ces marchés représentent une véritable aubaine pour le secteur privé local.

« Sur une fausse idée reçue, beaucoup ont tendance à penser que les entreprises locales n'ont pas accès aux marchés publics de la Banque mondiale. Elles ont un taux de réussite de 45% dans les appels d'offres, bien entendu sous réserve de satisfaire les conditions requises », précise Sidy Diop, spécialiste de la passation de marchés de la Banque mondiale. Il insiste sur deux principes : « la transparence et la lutte contre la corruption pour garantir une concurrence équitable. Les délais de paiement, fixés à trente jours, visent à rassurer les entrepreneurs et à

encourager leur participation », soutient ce partenaire financier et technique de premier rang pour Madagascar.

Écueils

Un portail d'entrée pour avoir le maximum d'informations est déjà opérationnel, ce qui a répondu au souhait exprimé par Gil Razafintsalama, président de la CCIA : « L'élargissement des processus pour inclure les petites entreprises ».

En parallèle avec ce forum, le ministère de l'Économie et des Finances, en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement, organise depuis le 9 au 20 décembre un atelier pour se pencher davantage sur la gestion des marchés publics. Car des constats

s'imposent telle une évidence : « Malgré les initiatives visant à rendre les processus de passation des marchés plus transparents, le manque de clarté des critères de sélection et la complexité administrative rendent l'accès aux marchés publics inégal. Beaucoup d'entreprises, en particulier celles du secteur privé, se heurtent à un système opaque et peu inclusif. Les pratiques de favoritisme et la corruption continuent d'entraver une compétition saine, nuisant ainsi à l'équité des appels d'offres ». Il reste aussi d'autres écueils à surmonter, comme les critères flous d'attribution des marchés publics. La situation nécessite alors des réformes profondes, pour ne pas léser les uns et favoriser les autres.

Sécurité alimentaire durable : Renforcement du système d'information dans le Sud

ANTSA R. | 16 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Les Régions Atsimo Andrefana et Ihorombe ont fait l'objet d'ateliers stratégiques visant à renforcer les capacités des collecteurs de données du Système d'information sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (SISAV). Organisées par la FAO dans le cadre du Programme DEFIS du MINAE (ministère de l'Agriculture et de l'Élevage), avec un financement du FIDA, ces sessions ont permis à 39 représentants des Assemblées paysannes, ainsi qu'aux agents des Directions régionales de l'Agriculture et de l'Élevage (DRAE) et CIRAE, de se former sur l'approche EWAA (Early Warning Anticipatory Action). Les participants ont appris à utiliser des outils numériques pour une collecte de données plus fiable et synchronisée, et à mettre en œuvre des réponses communautaires face aux sécheresses, cyclones et inondations.

Selon les explications, ces initiatives visent à anticiper les chocs climatiques grâce à des actions préventives, comme la

gestion des stocks alimentaires et le partage rapide des alertes.



Elles traduisent un engagement fort pour renforcer la résilience des communautés vulnérables du Sud malgache.

Fonds pour l'énergie durable : Le Japon accueilli parmi les principaux donateurs

ANTSA R. | 16 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le Japon renforce le Fonds pour l'énergie durable en Afrique au Forum de l'Investissement en Afrique 2024. Lors des Market Days 2024 de l'Africa Investment Forum (AIF), le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) a célébré une avancée majeure avec l'adhésion du Japon comme 11e donateur. Cette annonce marque un tournant dans la capacité du SEFA à soutenir des projets énergétiques innovants sur le continent, essentiels pour accélérer la transition énergétique. Une session thématique de l'AIF a mis en lumière des solutions de financement innovantes, notamment le lancement du manuel Understanding Power Project Financing Handbook. Ce guide, élaboré en partenariat avec Power Africa, le CLDP, l'ALSF et la Banque africaine de développement, décode les subtilités du financement énergétique pour attirer des investisseurs axés sur le climat.

Transition. Deux tables rondes ont exploré le rôle clé du financement mixte dans la bancabilité des projets énergétiques et présenté des opportunités prêtes à investir. « La cuisson propre ne concerne pas seulement l'énergie, mais transforme des vies et préserve l'environnement », a souligné Meredith Muthoni, responsable chez BURN. À noter que Madagascar figure parmi les bénéficiaires de ces fonds, à travers des projets qui s'inscrivent dans la Mission 300, une initiative conjointe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement pour fournir de l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici 2030. « Le SEFA, renforcé par le soutien du Japon, est bien positionné pour combler le déficit énergétique africain », a affirmé Kevin Kariuki, vice-président de la Banque africaine de développement. Le Forum s'est conclu par un appel à renforcer les partenariats et les investissements pour une transition énergétique inclusive en Afrique.

Développement : Le Pnud prêt à soutenir le MIC

JEAN RIANA | 16 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa a reçu le représentant du Programme des Nations unies pour le développement à Madagascar (Pnud), Edward A. Christow à Ambohidahy la semaine dernière pour discuter du soutien et de l'assistance du ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) dans ses travaux de développement.

Le ministère rapporte qu'à l'issue de cette rencontre, le Pnud a montré qu'il est prêt à soutenir le MIC pour avancer dans ses travaux de développement à Madagascar. La rencontre a permis au représentant du Pnud de présenter

au ministre le soutien technique que va apporter le Pnud, dont une assistance aux projets de développement du secteur privé, au commerce et au financement. Selon le ministre Ralambofiringa, la quasi-totalité des secteurs qui seront appuyés par le Pnud sont liés à la responsabilité du MIC, soutenant le secteur privé et l'amélioration du commerce et des affaires en soutien aux petites et moyennes entreprises.

La collaboration avec le Pnud consiste à mettre en œuvre des projets concrets avec un impact et des avantages directs pour les bénéficiaires.

Industrie minière : Base Toliara relance son projet avec transparence et ambition sociale

ARH. | 16 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le projet Base Toliara amorce un nouveau départ après la levée officielle de sa suspension par le gouvernement malgache. Lors d'une rencontre avec la presse vendredi à Toliara, l'équipe dirigeante de la société a présenté sa feuille de route aux journalistes de la région Atsimo-Andrefana. Cette rencontre a permis de dissiper les rumeurs entourant le projet et de rétablir un dialogue ouvert avec les communautés locales.

Le directeur général de Base Toliara, Jean Bruno Ramahefarivo, accompagné de son équipe, a assuré que « tous les documents relatifs au projet seront accessibles au public ». Face à une opinion publique souvent méfiante envers le secteur extractif, encore peu développé à Madagascar, Base Toliara s'engage à jouer la carte de la transparence. Les échanges avec la presse ont abordé des sujets variés, tels que les cahiers des charges, les retombées économiques, les emplois, et les impacts environnementaux.

Base Toliara se veut un modèle de grand investissement à Madagascar. Le projet, implanté à Ranobe, représente un investissement de plus de 3.500 milliards d'ariary. « Sur ses 38 années de vie initiale, il pourrait générer plus de 23.000 milliards d'ariary en recettes fiscales et en investissements sociaux. Ces contributions devraient largement bénéficier à la région Atsimo-Andrefana, avec des infrastructures et des programmes sociaux qui transformeront les zones concernées », a expliqué Jean Bruno Ramahefarivo.

L'emploi constitue une priorité pour la compagnie. Conformément aux dispositions du Code minier, 80 % des postes seront réservés à la main-d'œuvre locale. Base Toliara prévoit la création de 2.000 emplois directs lors de la phase de construction et plus de 1.000 lors de l'exploitation. Pour renforcer les compétences locales, la société poursuit ses programmes de formation. A ce jour, 24 jeunes déjà formés, seront intégrés dans ses équipes, tandis que d'autres bénéficieront de formations spécialisées.

Engagement environnemental et social

Sur le plan environnemental, Base Toliara se veut rassurante. Des études préalables ont conduit à l'obtention du permis environnemental. La compagnie réitère son engagement à mener ses activités de manière responsable, en respectant les normes environnementales. « En parallèle, plusieurs projets sociaux prioritaires seront menés durant les 14 mois de phase préparatoire, notamment la construction d'une école, d'un centre de santé, et la mise en place de 50 puits communautaires », indique-t-on.

Sur le volet environnemental, Base Toliara réaffirme son engagement à développer son projet de manière responsable. Les études environnementales préalables ont permis l'obtention du permis nécessaire, et la compagnie s'engage à respecter des normes strictes. En s'inscrivant dans une démarche inclusive et transparente, Base Toliara entend non seulement relancer son projet, mais aussi renforcer la confiance des communautés locales et des autorités, tout en contribuant significativement au développement de la région.

Avec une approche axée sur la transparence, l'inclusion sociale et le développement durable, Base Toliara entend faire de ce projet un moteur de développement pour la région Atsimo-Andrefana.

QMM : 4 millions de dollars pour un avenir économique durable

IRINA TSIMIJALY | 17 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans un contexte économique difficile, le partenariat entre QMM et l'État malgache, doté de 4 millions USD par an, vise à promouvoir le développement durable. À travers des projets RSE stratégiques, il cherche également à renforcer l'économie locale.



Face aux défis économiques majeurs de Madagascar, particulièrement la pauvreté et les inégalités, un partenariat stratégique entre QMM et l'État malgache a été lancé pour stimuler le développement durable du pays. Un partenariat qui prévoit un financement annuel de 4 millions de dollars pour des projets de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), répartis en trois axes principaux : 500 000 dollars pour la reforestation, 1 750 000 dollars pour le développement régional et 1 750 000 USD pour les communes impactées par le projet.

L'objectif de cette collaboration est de renforcer l'économie locale en créant des emplois et en soutenant des projets d'infrastructure essentiels. En allouant une part importante du budget au développement régional, ce partenariat visera à dynamiser les zones vulnérables du pays, ce qui favorisera immédiatement la croissance de petites entreprises et améliorera l'accès à des services de base, comme l'éducation et l'eau. Ces initiatives sont également conçues pour minimiser les effets négatifs sur l'environnement tout en assurant un développement économique durable.

Une mission de suivi, menée par le ministre des Mines, Herindrainy Olivier Rakotomalala, a permis d'évaluer les progrès réalisés et d'ajuster les projets en fonction des besoins des communautés locales. Une réunion récente sur le site de Mandena a rassemblé des responsables gouvernementaux et des acteurs du secteur privé pour discuter des résultats et de l'impact économique des projets en cours.

Ces discussions ont permis de recommander plusieurs ajustements, y compris le report du budget non engagé pour 2025 afin d'optimiser l'utilisation des fonds. Il a aussi été proposé de renforcer la coordination entre QMM, la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds pour maximiser l'impact des projets d'infrastructure. Enfin, un manuel de procédures sera élaboré pour garantir une gestion efficace et transparente des projets.

Ilménite de Ranobe : Base Toliara reprend du service

IRINA TSIMIJALY | 17 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Suite à la levée de la suspension de son projet minier par le gouvernement malgache, Base Toliara a rencontré la presse de Toliara le 13 décembre, pour discuter de l'avenir du projet avec les parties prenantes locales. Une rencontre qui a permis de clarifier plusieurs aspects du projet et de répondre aux préoccupations des communautés, après les discussions menées à Antananarivo avec les autorités nationales.

Jean Bruno Ramahefarivo, directeur général de Base Toliara, accompagné de son équipe, a insisté sur l'engagement de la société à fournir un accès complet aux informations relatives au projet. D'après lui, « L'objectif est d'assurer une communication ouverte et précise avec les habitants, souvent préoccupés par les enjeux du secteur minier ».

Le projet à Ranobe, avec un investissement supérieur à 3 500 milliards d'ariary, devrait générer des retombées économiques substantielles sur une période de 38 ans, avec des recettes fiscales et des investissements sociaux

pour la région. Base Toliara a également indiqué que la création d'emplois locaux reste une priorité : 80 % des postes seront réservés aux résidents de la région, avec deux mille emplois directs durant la phase de construction et mille autres lors de l'exploitation.

En parallèle, plusieurs projets sociaux seront lancés pendant la phase préparatoire de quatorze mois, incluant la construction d'écoles, de centres de santé et la mise en place de puits communautaires. La rencontre a permis de réaffirmer l'engagement de Base Toliara à collaborer avec les communautés locales pour le développement de la région et la réussite du projet.

Station piscicole Analamazaotra : Résultats d'étude attendus avant le déploiement du projet

ANTSA R. | 17 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La pisciculture est de plus en plus appliquée dans zones rurales, grâce aux actions de promotion de ce secteur d'activité, menées par le Ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue.

Dans la commune rurale d'Andasibe, district de Moramanga, la station piscicole d'Analamazaotra est au cœur d'un projet de recherche prometteur sur l'élevage de pirina, un type de poisson adapté aux conditions locales. Menée par le FOFIFA, l'institution de recherche agronomique de Madagascar, cette initiative vise à fournir des solutions durables pour renforcer la pisciculture à travers le pays. Les résultats des recherches, attendus en février 2025, pourraient ouvrir la voie à une large diffusion de techniques d'élevage de pirina, adaptées aux réalités malgaches. La station d'Analamazaotra, avec ses bassins en activité s'étendant sur 0,6 hectare, dispose d'un potentiel d'expansion jusqu'à 2 hectares.

Accroître la production

Cette démarche s'inscrit dans une vision nationale : faire de cette région une Zone d'Émergence Piscicole, comme le prévoit le Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue. Lors d'une visite de terrain, le ministre de la Pêche et de l'Economie Bleue, Mahatante Paubert, accompagné des chercheurs du FOFIFA, a salué les avancées déjà

réalisées. L'objectif est clair : produire des alevins en quantité suffisante pour approvisionner toute la région d'Alaotra-Mangoro.



Ce projet incarne une ambition nationale de développer une pisciculture durable, tout en répondant aux besoins alimentaires croissants et en stimulant l'économie bleue de Madagascar. Les résultats attendus en février détermineront les prochaines étapes de cette initiative prometteuse.

Journées scientifiques : Focus sur la recherche et le développement durable à l'ère du numérique

ANTSA R. | 17 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La deuxième édition des Journées scientifiques a été organisée par la Faculté des Sciences de l'Université d'Antananarivo, sous le thème ambitieux : « Recherche scientifique et développement durable à l'ère du numérique ». Cet événement, tenu les 12 et 13 décembre dernier, a confirmé le rôle central de la recherche dans le développement de Madagascar, tout en mettant en lumière l'énergie et la créativité de la jeune génération de scientifiques. Le coup d'envoi a été marqué par la célébration de 234 étudiants en Master, surnommés « Santatra », qui ont symbolisé l'avenir prometteur de la recherche à Madagascar. Cette cérémonie a donné le ton à deux jours intenses d'échanges où chercheurs, étudiants et professionnels ont partagé leurs travaux et leur vision pour une recherche scientifique au service du développement durable. Les conférences et présentations d'affiches scientifiques, animées par des experts nationaux et internationaux, ont témoigné de la diversité et de la pertinence des recherches en cours.

Innovation

Lus qu'une simple vitrine, cet événement visait à renforcer les liens entre les différents acteurs de la recherche, à inspirer les jeunes chercheurs et à favoriser la création d'un écosystème scientifique innovant à Madagascar. Le succès de cette édition a été rendu possible grâce au soutien de partenaires engagés, comme le MIVR, IMPACT Madagascar et ONET. Les organisateurs ont salué l'enthousiasme des participants et le haut niveau des échanges, reflétant l'importance croissante de ces journées dans la dynamique scientifique du pays. En valorisant le talent des chercheurs malgaches, cet événement confirme Madagascar comme un acteur crédible du paysage scientifique international, prêt à relever les défis du numérique et du développement durable.

Hampiroborobo ny famokarana angovo : Velaran-tany 50 ha nambolen-kazo ao Andekaleka

HENINTSOA HANI | 16 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Ny ala, antoky ny rano sy ny angovo, io no lohahevitra nanokafana ny taom-pambolen-kazo 2024-2025, tao amin'ny kaominina Andekaleka, distrikan'i Brickaville, faritra Atsinanana, omaly.

Miisa 80 000 ireo zana-kazo novolena tamina velaran-tany 50 ha mba hiarovana ny tontolo iainana sy hahafahana mamokatra angovo amin'ny alalan'ny riandrano ao Andekaleka. Tanjona ny hamatsiana ireo renirano sy riandrano manodidina ny tohodranon'Andekaleka, toy ny ao Sahanoka sy Antoby, mba hamokarana angovo hamatsiana ny tambajotra iraisan'Antananarivo (RIA) sy hampitomboana ny famokarana ny rano hamatsiana ny mponina, fa indrindra hiarovana ny tontolo iainana. Ritra tanteraka ny rano ao Andekaleka, mampihena ny famokarana angovo eto Antananarivo sy ny manodidina izay miantraika betsaka eo amin'ny toekarena sy ny fidi-ram-bolan'ny mponina. Vaindohan-draharahan'ny fitondram-panjakana ny hamerina ny ala simba. Manodidina ny 100 000ha isan-taona rahateo ny ala may eto Madagasikara, antony mahatonga antsika lasibatra ny fiovaovan'ny toetr'andro sy marefo manoloana ireo loza voajanahary.

Fotodrafitrasa

« Hanomboka amin'ny herinandro ny fametrahana ny vato fototra hanamboarana ny tohodrano Hydroélectrique ao Rano-famana izay hamokatra 64MW », hoy ny filoham-pirenena, Rajoelina Andry. Hovitaina ao ao anaty fotoana fohy, hoy izy, ny asa ary hamatsy ny 30% ny herinaratra eto Antananarivo ity fotodrafitrasa ity. Ankoatra izay, hamboarina koa ny lalamby mampitohy ireo kaominina ao amin'ny distrikan'i Brickaville ialana amin'ny fahasahiranana'ny mponina sy ahafahana mitatitra ireo vokatra ao an-toerana.

Mbola mijanona ho olana eto amintsika ny fahapotehan'ny tontolo iainana ka manimba ny fihariana. Ny tontolo iainana izay andry iankinan'ny famokarana sy ny fampandrosoana eto amintsika noho izy mifandraika amin'ny fandraharahana sy ny toekarena. Adidin'ny tsirairay ny mikajy ny tontolo iainana antoky ny fampandrosoana lovinjafy.

Résilience économique : Accent sur les systèmes alimentaires durables

IRINA TSIMIJALY | 18 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar s'engage à transformer son agriculture pour soutenir un développement durable et résilient.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage aborde les défis alimentaires de Madagascar. Il souligne la nécessité de transformer les systèmes alimentaires face à la malnutrition, à la pauvreté et aux effets du changement climatique. Il s'engage dans une nouvelle phase de la transformation de ses systèmes alimentaires en organisant un atelier national stratégique prévu les 17 et 18 décembre 2024 au Novotel Ankorondrano. Une initiative qui s'inscrit dans la continuité des engagements pris lors du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires de 2021.

placer les systèmes alimentaires au cœur de ses priorités nationales. Les systèmes alimentaires sont bien plus que des chaînes de production ou de consommation : ils sont le socle de la santé de notre population, de la vitalité de nos écosystèmes et de la stabilité de notre économie. Leur transformation est un impératif pour surmonter les défis de la pauvreté, de la malnutrition et des effets du changement climatique. »

Mobilisation collective

L'événement permettra d'élaborer un plan d'opérationnalisation détaillé. Ce dernier intégrera des consultations préalables et des données probantes obtenues avec l'appui de la Coalition Faim Zéro. Les priorités incluent l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et diversifiée, la promotion d'une production agricole durable et la création de moyens de subsistance équitables et résilients. Un cadre d'indicateurs de performance sera également validé afin d'évaluer les progrès de 2025 à 2030.

Pour assurer le succès de cette initiative, le gouvernement malgache mobilise l'ensemble des parties prenantes. Les secteurs public et privé, les partenaires techniques et financiers ainsi que la société civile travailleront ensemble pour garantir une mise en œuvre coordonnée des actions identifiées. Les engagements des différents acteurs



Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, François Sergio Hajarison, a déclaré : « Madagascar a choisi de

seront recueillis durant les discussions pour assurer leur contribution concrète à la feuille de route nationale. La cérémonie d'ouverture, présidée par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, marquera le début de deux jours d'échanges. Ces sessions ont pour objectif de formuler des actions concrètes alignées sur les priorités nationales et les objectifs internationaux en matière de sécurité alimentaire et de résilience climatique.

L'atelier accueillera également des délégations venues du Bénin et de la République Démocratique du Congo. Ces participations régionales faciliteront le partage de bonnes pratiques et renforceront la coopération entre les pays africains pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires.

Budget : La Loi de Finances conforme à la Constitution

ERIC RANJALAHY | 18 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Passage obligé. La Loi de Finances 2025, votée par les deux Chambres du parlement dans sa version modifiée, a été déclarée conforme à la Constitution, d'après l'appréciation des juges de la Haute Cour Constitutionnelle. La seule correction apportée par le gouvernement sur la mouture initiale concernait la taxe sur la transaction mobile. Si elle a été maintenue, son mode de calcul a été adouci. La taxe, prévue à 0,5 % sur les opérations via le mobile money, sera revue à la hausse à 5 %, à déduire sur les chiffres d'affaires des Établissements de Monnaie Électronique (EME).

En parallèle, le gouvernement instaurera une méthodologie de surveillance impartiale afin de superviser ces acquis financiers et assurer la transparence du contrôle. L'instauration de cette taxe devrait contribuer à l'atteinte

des recettes fiscales, prévues s'élever à 5 628,40 milliards d'ariary.

La Loi de Finances pour 2025 entend se reposer sur trois secteurs prioritaires, à savoir l'agriculture, l'énergie et les infrastructures, afin d'atteindre son principal objectif de 5 % de croissance de l'économie en termes réels du PIB pour l'exercice 2025. Par contre, aucune mention n'a été soulignée sur le calendrier d'application du système automatique de la fixation des prix du carburant.

Un des écueils dans les négociations avec le Fonds Monétaire International a retardé l'examen de son Conseil d'administration du dossier Madagascar. La clé de voûte du décaissement de la seconde tranche de la Facilité Élargie de Crédit et un éventuel premier déblocage au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité. Des attentes déjà incluses dans le Budget 2025.

Pêche artisanale : Nouveau partenariat face aux défis climatiques

ANTSIA R. | 18 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Un nouveau partenariat stratégique a été signé hier entre le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB) et la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), avec le soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida).

contribuant ainsi directement à la sécurité alimentaire. Cependant, elle fait face à des défis considérables liés aux effets du changement climatique.

Améliorer la nutrition

Le projet se concentre sur plusieurs axes essentiels : renforcer les capacités locales, encourager la participation des jeunes et des femmes à la gestion durable des ressources maritimes, protéger les écosystèmes marins, et soutenir les communautés de pêcheurs face aux impacts du changement climatique. L'un des objectifs clés du programme est d'atteindre une consommation de 11 kg de poisson par habitant par an d'ici fin 2025, tout en soutenant les initiatives de pêche durable. À noter que Madagascar fait partie des six pays sélectionnés pour bénéficier de ce programme novateur, aux côtés de la Colombie, du Ghana, des Philippines, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Ce partenariat marque un tournant important pour la pêche artisanale malgache, visant à la rendre plus résiliente et durable, tout en contribuant à l'économie bleue du pays.



Ce projet, d'une valeur de 6,8 millions de dollars, vise à renforcer et à promouvoir la pêche artisanale durable à Madagascar, un secteur clé de l'économie et de la société malgaches. Le secteur de la pêche artisanale, bien que parfois négligé, génère plus de 7 millions d'emplois et représente environ 60 % de la production halieutique du pays. Cette industrie joue un rôle crucial non seulement en matière de revenus pour les familles malgaches, mais aussi dans l'approvisionnement en protéines animales,

Commune de Beforona : Redynamisation de la filière gingembre

NAVALONA R. | 18 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La commune rurale de Beforona située dans le district de Moramanga, région Alaotra Mangoro est une grande productrice de gingembre à Madagascar.

Cette filière porteuse est pourtant en régression en raison de la prolifération des insectes et de la maladie infestant les cultures. Pour y remédier, le groupe Faly Export a pris l'initiative de développer l'agriculture durable en choisissant cette commune en tant que territoire agricole durable pour transformer les pratiques agricoles visant à adopter un système de production respectant l'environnement. « Des expérimentations sont ainsi menées sur des parcelles en vue de vulgariser des engrais organiques issus d'une innovation technologique permettant de lutter contre les animaux nuisibles et les maladies.



Dans la même foulée, la GIZ et le centre de recherche FOFIFA vont travailler en étroite collaboration pour réaliser une étude sur la filière gingembre servant à identifier les solutions y afférentes. Notre objectif consiste à redynamiser cette filière porteuse tournée vers l'exportation », a expliqué Faly Rasamimanana, le PDG du groupe Faly Export lors d'une présentation à la presse.

Démarche RSE

Et lui d'ajouter qu'une restructuration de cette filière est en vue pour accompagner les associations de producteurs de gingembre. « Nous prévoyons ainsi de maintenir la qualité gustative de ce produit de rente très prisé sur le marché de l'Océan Indien et de respecter le calibre et la forme selon les normes internationales », a-t-il enchaîné. En outre, cet opérateur économique engagé dans le développement durable et la lutte contre l'insécurité alimentaire veut promouvoir une démarche RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise) considérée comme étant un levier d'autonomie économique et alimentaire. « Une plantation de vétiver a ainsi été lancée à Ambodisenegaly, entre Beforona et Moramanga, afin de prévenir l'érosion des sols, un problème majeur qui perturbe parfois la circulation sur la RN2, entravant ainsi l'évacuation des productions », a-t-il souligné. Près de 6 000 jeunes plants de vétivers y ont été mis en terre. Cette culture sera exploitable dans 4 à 5 mois en vue de la production de l'huile essentielle destinée à l'exportation. Par ailleurs, le groupe Faly Export travaille en partenariat avec l'ONG Mercy Ministries pour répondre aux besoins médicaux des producteurs en général. Un bateau spécialisé et équipé débarque ainsi à Diégo pour fournir des consultations gratuites dans différentes zones isolées. Il accostera ensuite à Toliara en vue d'offrir des soins médicaux aux producteurs locaux tout en mettant en œuvre le projet de désalinisation de l'eau de mer, et ce, dans le cadre de la RSE.

Collaboration : Le tourisme et l'artisanat rameutent les partenaires

ERIC RANJALAHY | 19 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a réuni quatre-vingts partenaires, hier au Radisson Blu, pour officialiser des collaborations, visant à développer le tourisme et l'artisanat à Madagascar.

Hier a eu lieu au Radisson Blu la table ronde des bailleurs de fonds, des partenaires techniques et financiers, organisée par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Ils étaient quatre-vingts entités à répondre à cette sollicitation pour s'engager dans le développement du tourisme et de l'artisanat.

Échanges d'amabilités. « Cette rencontre a été avant tout l'occasion de remercier les partenaires du ministère du Tourisme et de l'Artisanat pour leur soutien précieux, qui a permis d'accomplir des réalisations majeures telles que le renforcement des capacités des artisans et des acteurs du tourisme, ainsi que l'appui à diverses initiatives et festivals », tenait à souligner la ministre Viviane Dewa.

Dans les faits, neuf partenaires ont officialisé leur collaboration lors de cet événement, tandis que d'autres ont

exprimé leur volonté d'appuyer les secteurs en 2025. Parmi les partenaires qui ont signé l'acte de collaboration figurent Ravinala Airports, Assurance Aro, Radisson Group Hotel, FID, Mada Ozi, Vatel, BNI et IECD.

Essentiel

Leurs contributions incluent l'appui à la promotion de la destination Madagascar, le renforcement des capacités des artisans et des acteurs du tourisme, ainsi que des établissements de formation THR à travers tout Madagascar, le soutien aux événements touristiques, artisanaux et culturels, l'attribution de financements pour la mise aux normes des maisons d'hôtes dans le cadre du tourisme villageois, et le soutien à la communication.

Parmi les réactions des participants, il a été entendu que « ce partenariat stratégique est essentiel pour dynamiser et valoriser les secteurs du tourisme et de l'artisanat, qui sont des piliers économiques et sociaux pour Madagascar. Grâce à la collaboration continue de ses partenaires, le ministère est optimiste pour le développement des activités gravitant autour du tourisme ».

Dix-huit partenaires ayant activement contribué aux initiatives du ministère et des professions concernées ont été chaleureusement remerciés pour leur engagement et leur soutien constant.

« Avec l'appui et l'engagement de nos partenaires, nous avançons ensemble dans l'objectif d'améliorer les niveaux de vie et de revenus des artisans et des acteurs du tourisme », conclut Viviane Dewa.

Douanes en alerte : La sécurité renforcée pendant les fêtes

IRINA TSIMIJALY | 19 DÉCEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À l'approche des fêtes de fin d'année, la Douane se prépare à faire face à une augmentation des activités criminelles, souvent plus fréquentes durant cette période. Les criminels profitent des festivités pour intensifier leurs actions illégales, ce qui rend la vigilance des autorités encore plus essentielle.

Pour anticiper ces risques, la Douane a décidé de renforcer leurs contrôles. Cette décision a été prise lors d'une réunion à la Direction Générale des Douanes à Antananarivona, le mardi 17 décembre. Tous les acteurs en charge de la sécurité du territoire, ainsi que les responsables des bureaux des provinces, se sont réunis pour coordonner leurs efforts dans la lutte contre la criminalité transfrontalière. Les agents disposeront de moyens supplémentaires, comme l'utilisation de caméras de surveillance et de chiens détecteurs, afin d'identifier les comportements suspects et les marchandises illégales. La récente saisie de 13 kg d'or à l'aéroport d'Ivato a permis de perfectionner les méthodes de détection et de rendre les interventions plus efficaces.

Les mesures de sécurité sont appliquées dans tous les secteurs clés, particulièrement les aéroports et les ports, avec une attention particulière portée aux échanges maritimes et aériens. Une meilleure coordination entre les différents services de sécurité permettra de répondre plus rapidement et efficacement à toute tentative de fraude ou de contrebande.



En augmentant son niveau d'alerte, la Douane se prépare à prévenir toute tentative d'infraction.

Soutien aux petits exploitants agricoles : Renforcement du partenariat entre la BAD et la PAFO

ANTSA R. | 19 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) intensifient leur partenariat pour soutenir les petits exploitants agricoles. Une rencontre entre les deux entités s'est tenue au siège du Groupe de la BAD le 13 décembre dernier à Abidjan, sous la conduite d'Ibrahima Coulibaly, président de la PAFO. Selon les explications, cette collaboration s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé en octobre 2023 et vise à répondre aux défis persistants dans le secteur agricole. Martin Fregene, directeur du département de l'agriculture de la BAD, a réaffirmé l'engagement de la Banque, soulignant les 14 millions de producteurs déjà impactés par ses initiatives dans les pays d'Afrique, tout en appelant à une collaboration accrue avec la société civile.

Secteur clé

Lors de cette rencontre, Ibrahima Coulibaly a mis en avant le potentiel de l'agriculture pour résoudre 80% des

problèmes du continent. Il a plaidé pour un soutien stratégique, en particulier pour les femmes et les jeunes agriculteurs. La réunion a débouché sur deux initiatives clés : l'organisation d'une conférence sur le financement agricole en 2025 et l'élaboration d'un plan d'action axé sur la technologie, le renforcement des capacités et l'accès au financement. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie « Nourrir l'Afrique » de la BAD, visant à transformer le secteur agricole. Il illustre également l'importance de la collaboration avec la société civile pour atteindre des objectifs de développement durable. « Nous sommes déterminés à autonomiser les agriculteurs pour un avenir prospère », a déclaré le président de la PAFO.

Quête de l'excellence : Yas obtient les certifications ISO 14001 et ISO 45001

ARH. | 19 DÉCEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Yas, premier acteur des télécommunications à Madagascar, vient d'obtenir les certifications ISO 14001 et ISO 45001, en reconnaissance de ses efforts pour atteindre des standards internationaux parmi les plus exigeants. Ces distinctions marquent également l'engagement de l'entreprise en faveur de l'environnement et de la sécurité au travail de ses collaborateurs.

Le directeur général de Yas Madagascar, Patrick Pisal-Hamida, a reçu ces certifications des mains du directeur régional du Pôle de certification et formation de la Société Générale de Surveillance SA (SGS), Daniel Julie, hier dans les locaux de Yas à Andraharo Antananarivo.

La certification ISO 14001 valide les efforts de Yas pour réduire son empreinte écologique. L'entreprise adopte des pratiques durables et intègre la gestion environnementale dans toutes ses activités. Selon Patrick Pisal-Hamida,

« Nous avons le devoir de réduire notre impact écologique et de promouvoir des solutions durables ».

Par ailleurs, l'obtention de l'ISO 45001 démontre l'importance accordée à la santé et à la sécurité des collaborateurs. Yas a mis en place des mesures préventives pour garantir un environnement de travail sain et sécurisé. « La sécurité au travail est une obligation morale », ajoute le directeur général de Yas.

Ces certifications ne constituent qu'une étape de cheminement de Yas vers l'excellence. L'entreprise continue d'offrir des solutions de télécommunication innovantes et des services toujours plus accessibles, tout en construisant un avenir durable pour Madagascar. 130 ans d'histoire, 20 ans de privatisation et un rebranding récent, Yas affiche son ambition de devenir un acteur incontournable du développement technologique et durable du pays.

Environnement : La Maison de la Diplomatie verte pour le pilotage des actions environnementales

EDMOND R. | 19 DÉCEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Conçue avec une architecture octogonale et une autonomie énergétique exemplaire, la Maison de la Diplomatie verte se positionne comme un centre névralgique de coordination des actions environnementales.

Cette infrastructure qui a été inaugurée, hier, à Ampandrianomby servira de lieu de pilotage des actions telles que l'organisation de consultations multisectorielles ou le renforcement des capacités des négociations internationales.



Et ce, en préparant des positions consolidées liées au secteur de l'environnement et du développement durable. Financée par l'Union européenne à travers le 11^{ème} FED, la Maison de la Diplomatie verte marque une avancée majeure dans l'engagement de Madagascar pour renforcer la coordination et l'efficacité de ses actions en faveur de l'environnement. Cette initiative illustre l'importance croissante de la diplomatie verte comme levier stratégique pour relever les défis écologiques et climatiques,

tout en affirmant le leadership de Madagascar dans les négociations internationales.

FAMINDRA

Toujours dans le domaine des initiatives pour la protection de l'environnement, une convention de financement du programme FAMINDRA (Faritra arovana mirindra) a été signée durant l'inauguration de la Maison de la Diplomatie verte. Il s'agit d'un accord destiné à gérer les Aires Protégées de façon harmonieuse. Témoinnant de la solidité et de l'ampleur du partenariat entre Madagascar et l'Union européenne. Ce programme financé à hauteur de 35 millions d'euros, vise à renforcer le fonctionnement du Système des Aires Protégées de Madagascar et à améliorer la gestion durable des ressources naturelles. Il se déroule dans le cadre de l'Initiative équipe Europe « Pacte vert » du Global Gateway. Notons que cette double cérémonie a vu la présence de la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, du ministre de l'Environnement et du Développement durable, Max Fontaine Andonirina, et de l'ambassadeur de l'Union européenne, Roland Kobia.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

